

# PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS



EXAMEN ANNUEL DES SUBVENTIONS DES FONDATIONS AU NIVEAU MONDIAL

## PRINCIPALES CONCLUSIONS DE 2021

Chaque année, Human Rights Funders Network (HRFN) analyse les données en matière de subventions afin d'apporter des informations essentielles sur les changements de priorités, les lacunes et les opportunités qui existent dans le domaine de la philanthropie en matière de droits humains.<sup>1</sup> Notre **rapport intégral** offre un aperçu complet de l'état du secteur en 2021 – une année marquée par des chiffres records et une augmentation du soutien flexible. Malgré ces avancées remarquables, les données révèlent un paysage philanthropique marqué par un risque systémique aigu et des inégalités persistantes.



Un paysage philanthropique marqué par **un risque systémique aigu et des inégalités persistantes.**



Nos conclusions soulignent **trois défis majeurs** auxquels l'écosystème du financement des droits humains est confronté aujourd'hui :

- **Risque financier systémique** : Motivé par la concentration extrême des financements dans les pays du Nord et la contraction financière accélérée par des forces extérieures.
- **Inégalités persistantes** : caractérisées par des flux de financement inconsistants et un « déficit de confiance » profond qui désavantage les mouvements locaux, en particulier dans les pays du Sud et l'Est.
- **Financement limité des mouvements intersectionnels** : révélé par un isolement enraciné ayant des enjeux uniques et des pratiques d'attribution de subventions inconsistantes qui sapent le pouvoir de l'organisation intersectionnelle et la stabilité à long terme.

À l'heure où nous écrivons en 2026, nous pouvons voir comment ces défis ont atteint leur paroxysme, avec des coupes de financement dramatiques et à grande échelle qui caractérisent le paysage actuel. Au-delà de la mise en lumière de la source de ces vulnérabilités, nous mettons en avant des tendances positives des données qui révèlent des voies claires et concrètes vers un écosystème de financement plus résilient et équitable.

1. Nous menons notre recherche *Promouvoir les droits humains* en partenariat avec Candid, Ariadne–European Funders for Social Change and Human Rights, et Prospera International Network of Women's Funds.

# Année marquante dans un paysage philanthropique très concentré



## 1 Financement record et soutien flexible sans précédent

Le financement du secteur des droits humains par les fondations a atteint un record de 5,7 milliards de dollars en 2021,<sup>2</sup> marquant une augmentation totale des subventions et du soutien flexible.<sup>3</sup> Cette croissance a été accélérée par un bond de 1,6 milliard de dollars dans l'octroi de subventions durant les deux premières années de la pandémie de COVID-19 (2020 et 2021). Fait crucial, près d'un tiers (32 %) de tous les fonds de subvention en 2021 ont été désignés comme soutien flexible, le niveau le plus élevé enregistré depuis que nous avons commencé à suivre le financement flexible en 2015.



## 2 La concentration géographique crée un risque systémique

La concentration du financement philanthropique dans les pays du Nord représente une source aiguë de risque systémique.<sup>4</sup> Les fondations en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest représentaient 99 % de tout le financement en matière de droits humains dans notre analyse mondiale. En termes de financement total, les 50 principales fondations étaient toutes basées dans les pays du Nord. Cette centralisation rend ce domaine très vulnérable au renforcement des attaques politiques visant la capacité des fondations à donner, qui se sont intensifiées dans des pays comme les États-Unis.<sup>5</sup>



## 3 Le financement provient majoritairement d'un noyau de bailleurs de fonds à petite échelle

La stabilité de l'écosystème dépend fortement d'un nombre limité de grands bailleurs de fonds, renforcée par un large réseau comprenant à la fois des bailleurs de fonds dévoués mais à petite échelle et des bailleurs de fonds inconsistants et occasionnels. Les 12 fondations les plus importantes en termes d'octroi de subventions ont fourni plus de la moitié (55 %) de tout le financement en matière de droits humains. Les 726 bailleurs de fonds restants ont fourni les 45 % restants avec des variations importantes quant au nombre de subventions accordées pour les droits humains. Plus d'un quart des bailleurs de fonds (27 %) n'ont accordé qu'une ou deux subventions pour les droits humains. Cette double dynamique suggère un potentiel important inexploité, mais constitue aussi une source d'instabilité.

2. Ce chiffre exclut 335 subventions totalisant 137 millions de dollars accordées par des fondations à d'autres fondations incluses dans l'ensemble de données de 2021. En général, ces subventions ont été accordées soit pour soutenir les programmes de renouvellement de subventions, soit pour renforcer la capacité des fondations bénéficiaires. Ces subventions ont été supprimées afin d'éviter le double comptage des subventions.

3. Nous utilisons les termes « flexible » et « sans restriction » de manière interchangeable dans ce rapport pour refléter les subventions qui donnent aux bénéficiaires le pouvoir discrétionnaire sur la façon d'utiliser le financement. Cela comprend les subventions que les fondations décrivent comme un soutien général, un fonctionnement général, une mission générale, une contribution caritative sans restriction, des subventions discrétionnaires et des conditions similaires.

4. Pour cette analyse, les pays du Nord comprennent l'Europe de l'Ouest, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, et les pays du Sud et de l'Est comprennent tous les autres pays. Nous reconnaissons que ces termes ne sont pas parfaits, que des termes différents sont utilisés pour définir des groupes et des zones géographiques (par exemple, « majorité mondiale », « monde majoritaire »), et que ce langage est souvent façonné par la même dynamique de pouvoir inégal que nos recherches s'efforcent de mettre en lumière. Nous réfléchissons à l'opportunité et à la manière d'adapter la terminologie que nous utilisons.

5. Dans ce rapport, nous utilisons les termes « bailleurs de fonds », « fondations », « donateurs » et « financeurs » de manière interchangeable pour désigner les fondations privées, les fondations publiques et les collaborations avec les donateurs.

# Le financement visant les pays du Sud s'élargit, mais le déficit de confiance persiste



## 4 Le financement des pays du Sud et de l'Est connaît une croissance record

Funding is shifting toward the Global South and East, but the total dollar amounts remain disproportionately small. In 2021, growth in funding for the Global South and East significantly outpaced that of the Global North, growing by 32% in our matched subset, compared to just 2% for the Global North.<sup>6</sup> This marked the first time we have documented simultaneous, significant funding growth across all regions of the Global South and East. At the same time, the fact remains that almost two-thirds (64%) of human rights grant dollars are still directed exclusively to action in North America or Western Europe, a modest 7% reduction from the previous year.



## 5 Un déficit de confiance persistant limite le soutien régional direct

Un « déficit de confiance » significatif et persistant désavantage les mouvements basés dans les pays du Sud et de l'Est. En 2021, presque tous les financements venant des pays du Nord ont été attribués directement aux organisations des régions bénéficiaires, mais seulement 57 % des financements pour les pays du Sud et de l'Est soutiennent directement des groupes situés dans ces régions. Cela concorde avec nos résultats pluriannuels de financement direct des pays du Sud et de l'Est, qui ont atteint en moyenne 59 % sur trois ans.



## 6 Les bailleurs de fonds basés dans les pays du Sud et de l'Est font face à une vulnérabilité financière

Les fondations locales, nationales et régionales des pays du Sud et de l'Est ne représentaient que 1 % du financement total des droits humains, mais ont accordé 15 % de toutes les subventions pour les droits humains. Ces bailleurs de fonds possèdent la connaissance locale approfondie et la confiance essentielle pour maximiser l'impact sur le terrain. Cependant, beaucoup dépendent du soutien des pays du Nord, ce qui rend cette partie cruciale de l'écosystème mondial du financement vulnérable aux changements et contractions de financement.

6. Le « sous-groupe apparié » désigne les 538 fondations qui ont partagé des données sur les subventions en 2020 et 2021, permettant une comparaison directe entre les années.

# Financement des mouvements intersectionnels dans un domaine majoritairement isolé



## 7 Occasions manquées de financer des mouvements intersectoriels

La philanthropie manque une opportunité cruciale d'apporter un soutien résilient et intersectionnel. Sur les plus de 32 000 subventions pour les droits humains attribuées en 2021, seulement un quart (27 %) concernait plus d'une des 11 questions de droits humains que nous avons analysées. À une époque où des questions comme la participation civique et politique sont largement liées à la non-violence ou aux droits reproductifs, le fait que 73 % des subventions ne concernaient qu'une seule question reste préoccupant.



## 8 Croissance prometteuse des subventions couvrant plusieurs populations

Une tendance positive du financement visant de multiples populations émerge, comme en témoigne la croissance des subventions couvrant plusieurs populations. Le pourcentage de subventions codées pour deux populations ou plus est passé de 32 % en 2020 à 50 % en 2021. Cela suggère un engagement croissant des bailleurs de fonds à soutenir des initiatives des mouvements intersectionnels, qui constituent une base essentielle pour lutter contre la nature interconnectée de l'oppression et soutenir un travail véritablement intersectionnel.



## 9 Progrès inégaux dans l'octroi de subventions couvrant plusieurs populations

Certaines populations stimulent l'octroi de subventions visant de multiples populations, tandis que d'autres restent isolées. Les subventions ciblant les femmes et les filles ont constamment démontré la plus forte intégration, coexistant fréquemment avec d'autres populations dans près de la moitié de toutes les subventions ciblant des groupes comme les peuples autochtones (52 %), les communautés LGBTQI (49 %) ou les enfants et les jeunes (48 %). Inversement, le financement des personnes handicapées a montré la plus faible intégration dans tous les domaines, démontrant la nécessité que de grandes sources de financement adoptent explicitement la justice des personnes handicapées comme priorité transversale des droits humains.



## 10 Passer d'une approche axée sur les infrastructures à une action directe

Suite aux perturbations liées à la pandémie, les bailleurs de fonds ont donné la priorité à l'investissement dans les infrastructures de base des mouvements, au renforcement des financements pour la mise en place de coalitions (en hausse de 16 %) et le renforcement des capacités (en hausse de 10 %) signalant un engagement crucial pour la stabilité à long terme. Cependant, ce changement de direction s'est fait au détriment du travail de première ligne, les financements pour l'action directe ayant diminué, tel que l'organisation de terrain (en baisse de 11 %) et le contentieux et l'aide juridique (en baisse de 16 %). Cela rend vulnérables les mouvements fortement dépendants de la mobilisation communautaire et de l'intervention juridique.

Lire le [rapport intégral](#) pour en savoir plus sur les données et les perspectives indiquées dans ces Principales Conclusions.